

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre  
Cité administrative-Bât C- 2ème étage  
Boulevard Georges Sand  
36000 CHATEAUX

Châteauroux, le

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/07/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**Syndicat des Exploitants Agricoles Marn**

Mairie  
36180 Selles-sur-Nahon

Références : VI 20/07/2023 UD36 (TD)  
Code AIOT : 0010013469

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/07/2023 dans l'établissement Syndicat des Exploitants Agricoles Marn implanté CHASSENAY- QUASINAILLET 36180 Pellevoisin. L'inspection a été annoncée le 13/07/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Syndicat des Exploitants Agricoles Marn
- CHASSENAY- QUASINAILLET 36180 Pellevoisin
- Code AIOT : 0010013469
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation est située aux lieux-dits «Chassenay» et « Quasimaillet » sur le territoire de la commune de PELLEVOISIN, en bordure de la RD15, du chemin d'exploitation de Beauchamp et du chemin rural.

L'arrêté préfectoral n° 36-2018-07-06-002 du 6 juillet 2018 autorise l'exploitation d'une carrière de marne sur la commune de Pellevoisin. L'autorisation a été délivrée pour une durée de 13 ans, soit jusqu'au 6 juillet 2031, et comprend 3 phases d'exploitation.

L'arrêté préfectoral du 20 mai 2019 modifie l'article 8.3.2.1 de l'arrêté préfectoral initial concernant les dimensions de la bande de refuge implantée au Sud et à l'Ouest de l'installation.

Le matériau exploité est de la marne, exclusivement destinée à l'amendement des terres agricoles des adhérents du Syndicat.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suite inspection du 27 juillet 2021.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Suivi annuel d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 10.4.1	Suite visite inspection du 27/07/21	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Porter à connaissance	Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 1.7.1	Suite visite inspection du 27/07/21	Sans objet
2	Suivi annuel d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 10.4.1	Suite visite inspection du 27/07/21	Sans objet
3	Extraction	Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 2.3.4.1	Suite visite inspection du 27/07/21	Sans objet
4	Véhicules et engins	Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 6.1.2	Suite visite inspection du 27/07/21	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessus.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Porter à connaissance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 1.7.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Porter à connaissance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.
<b>Constats :</b> Conforme
<b>Observations :</b> L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées un porter à connaissance (PAC) en date du 02/07/23 et réceptionné par l'inspection le 10/07/23. Ce PAC porte sur l'utilisation d'une installation mobile de broyage sur le site de la carrière et la modification de la cote minimum à respecter et il est actuellement en cours d'instruction. Cette transmission permet de lever le constat NC1 de la visite d'inspection réalisée le 27/07/21.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 2 : Suivi annuel d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 10.4.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Suivi annuel d'exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à sa superficie doit être dressé chaque année. [...]
<b>Constats :</b> Conforme
<b>Observations :</b> Suite à la visite d'inspection du 27/07.21, l'exploitant a répondu à l'inspection des installations classées par courrier en date du 13/09/21. Cette transmission permet de lever le constat NC2 de la visite d'inspection du 27/07/21. Par ailleurs, l'exploitant a transmis, par courrier en date du 02/07/23 et réceptionné par l'inspection le 10/07/23, le rapport annuel 2022 comportant un plan d'exploitation orienté réalisé le 16/11/22.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Extraction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 2.3.4.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Extraction à secrétariat
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Le carreau de la carrière a pour coté minimal 160m NGF [...]
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> L'exploitant a transmis à l'inspection des installation classées un porter à connaissance (PAC) en date du 02/07/23 et réceptionné pour instruction le 10/07/23, portant notamment sur la modification de la cote minimum à respecter. cette transmission de PAC permet de lever le constat NC3 de la visite d'inspection du 27/07/21.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Véhicules et engins

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 6.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Véhicules et engins
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les engins de chantier sont munis d'avertisseurs de recul [...]
<b>Constats :</b> Conforme
<b>Observations :</b> Suite à la visite d'inspection en date du 27/07/21, l'exploitant a répondu à l'inspection des installations classées par courrier en date du 13/09/21. Au vu de la réponse apportée par l'exploitant, l'inspection peut lever le constat NC5 de la visite d'inspection du 27/07/21. L'inspection constate que la pelle mécanique en cours d'utilisation lors de la visite est munie d'un avertisseur de recul.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : Suivi annuel d'exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 10.4.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Suivi annuel d'exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Le plan orienté est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait apparaître notamment: <ul style="list-style-type: none"><li>- Les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50m, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage.</li><li>- Les bords de fouilles</li><li>- Les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état.</li><li>- L'emprise des infrastructures (voies d'accès, ouvrages et équipements connexes ...) , des stocks de matériaux et des terres de découvertes.</li><li>- Les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs.</li><li>- Le positionnement des fronts.</li><li>- La position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que le périmètre de protection. [...]</li></ul>
<b>Constats :</b> Le plan orienté ne comporte pas toutes les informations requises.
<b>Observations :</b> L'exploitant a transmis dans son rapport annuel 2022 réceptionné par l'inspection des installations classées le 10/07/23, un plan orienté d'exploitation en date du 16/11/22. Toutes les informations requises ne sont pas présentes sur ce document, il manque notamment le nom des parcelles, le bornage, les bords de fouille etc ... L'exploitant s'engage à transmettre le plan complété afin de répondre aux prescriptions de l'article 10.4.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 06/07/18.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet